



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM Recyclage

ZA de la Pazioterie
2 rue des entrepreneurs
86600 Coulombiers

Références : 2026 619 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007202738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 avril 2026 dans l'établissement AFM Recyclage implanté ZA de la Pazioterie 2 rue des entrepreneurs 86600 Coulombiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM Recyclage
- ZA de la Pazioterie 2 rue des entrepreneurs 86600 Coulombiers
- Code AIOT : 0007202738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AFM Recyclage, filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG Environnement, exploite des installations de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU), de broyage de déchets non dangereux et des activités de collecte, tri, transit regroupement de déchets non dangereux et dangereux, au 2

rue des entrepreneurs, ZA de la Pazioterie à Coulombiers.

Le site est réglementé par un arrêté d'autorisation d'exploiter datant du 18 juin 1975, complété par plusieurs arrêtés préfectoraux, dont notamment :

- l'arrêté du 18 septembre 2006 (agrément VHU et broyeur et mise à jour des prescriptions) ;
- l'arrêté du 22 juin 2012 (agrément VHU et broyeur et mise à jour des prescriptions), abrogeant les articles 1 à 10 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 1975 et les articles de 1 à 7 de l'arrêté préfectoral de 2006 ;
- l'arrêté du 3 décembre 2014 (constitution de garanties financières) ;
- l'arrêté du 3 novembre 2016 (mise à jour du classement des installations et mise en conformité IED) ;
- l'arrêté du 14 mai 2019 (agrément centre VHU et broyeur) ;
- l'arrêté du 17 juillet 2020 (réexamen IED / implantation de nouvelles installations) ;
- l'arrêté du 9 novembre 2023 (augmentation capacité de cisailage, superficie de stockage et installation d'une machine de tri à rayons X) ;
- l'arrêté du 26 novembre 2024 suite au porter à connaissance daté de juin 2024 (mise à jour du classement ICPE, équipements fixes de détection de matières radioactives, moyens de lutte contre l'incendie) ;
- l'arrêté du 13 mars 2026 relatif à la recherche de certains paramètres (dioxines, furanes, polychlorobiphényles de type dioxine et polychlorobiphényles indicateurs) dans les « dépôts atmosphériques », « sols » et « végétaux » autour du site.

L'établissement fait partie des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

En application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux) ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF WT : « traitement des déchets ».

Par porter à connaissance daté de juin 2024, l'exploitant a fait part des modifications projetées : le déplacement de la ligne TITECH « historique », l'ajout de 2 machines à rayons X, l'installation d'une nouvelle grue, la création d'une alvéole béton pour le stockage des ferrailles à broyer, la couverture de la sortie des résidus de broyage, l'ajout d'une citerne d'eau de lutte contre l'incendie, le réaménagement du site (modification des voies de circulation des véhicules). Ce PAC a motivé l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2024 précité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois
2	Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	Emissions aqueuses des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	substances per ou polyfluoroalkylées			
13	Rejets atmosphériques : paramètres	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III / ANN 3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Rondes de détection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 26/11/2024, article 5
5	Protection des milieux récepteurs	AP Complémentaire du 17/07/2020, article 9
6	Surveillance des eaux superficielles	AP Complémentaire du 09/11/2023, article 4
7	Fréquence de la surveillance des eaux superficielles	AP Complémentaire du 09/11/2023, article 6
9	Substances radioactives	AP Complémentaire du 26/11/2024, article 4
10	Bruit	AP Complémentaire du 09/11/2023, article 7.
11	Surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 9.2.2.1
12	Inventaire des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III / ANN 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est conforme concernant les analyses des eaux superficielles, le système de détection de substances radioactives, le bruit, la surveillance de déchets, l'inventaire des rejets atmosphériques, la présence de moyens de lutte contre l'incendie, et de bassins de rétention.

L'exploitant doit néanmoins réaliser des actions correctives et /ou produire des justificatifs concernant sa consommation en eau, l'entretien des installations électriques Haute Tension, l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie, la mise en place d'actions correctives relatives à la présence de substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux, l'amélioration des conditions de prélèvements pour l'analyse des rejets atmosphériques du broyeur, l'élaboration d'un registre concernant les contrôles internes des caméras thermiques, et d'une consigne concernant la détection incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 4.1		
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau		
Prescription contrôlée :		
<p>« ARTICLE 4.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 1600m3 (cf tableau à insérer)</p>		
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)
Réseau public	Coulombiers	1600 m³ (usage domestique: boisson, sanitaires, douches.)
Constats :		
<p>L'exploitant précise que le site est équipé de trois compteurs d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">- un compteur d'eau général- un compteur d'eau pour les bureaux et le réfectoire- un compteur d'eau au niveau des ateliers et des vestiaires de la zone Titech. <p>L'exploitant a transmis les factures de consommation d'eau de 2024 et 2025 ainsi que tableau de suivi des consommations d'eau : 3 000 m³ d'eau ont été consommés de septembre 2024 à septembre 2025 (compteur général), dont environ 480 m³ pour les deux compteurs d'eau précisés ci-dessus.</p> <p>L'exploitant précise que la prescription relative à la quantité d'eau maximale prélevée est issue de l'arrêté préfectoral de 2012, et que le site s'est développé depuis cette date, avec une augmentation de la surface utilisée (nouveaux équipements) et avec une augmentation du nombre de salariés en passant de 12 à 32.</p> <p>Il explique également que de l'eau est utilisée pour d'autres usages que sanitaire :</p> <ul style="list-style-type: none">- de l'eau des RIA est utilisée l'été pour refroidir les découpes de ferrailles stockées en vrac afin de prévenir un incendie,- utilisation 2 fois par semaine de la balayeuse utilisant de l'eau afin de nettoyer le site,- réapprovisionnement une fois par an des bâches incendie de 400 m³ et 200 m³ car de l'eau s'évapore à travers les bâches,- des travaux de réfection du sol en béton effectués en 2025,- arrosage des plantations,- nettoyage de la station d'épuration (notamment des bacs contenant les boues). <p>Certains évènements en 2025, ont pu aussi expliquer une hausse de la consommation d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">- le compteur d'eau général s'est cassé en mars 2025 provoquant une fuite d'eau très importante (la facture de la réparation a été transmise),- le broyeur utilise de l'eau en circuit fermé pour abattre les poussières, mais le dispositif présente des fuites nécessitant une réalimentation en eau. L'exploitant indique qu'il est prévu de remplacer de nombreux éléments du broyeur en août 2026 permettant de supprimer les fuites d'eau. <p>L'exploitant indique également qu'une réflexion est en cours pour récupérer l'eau de pluie de la toiture.</p>		

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser et justifier la quantité d'eau utilisée par type d'usage. La réflexion sur la réutilisation de l'eau sur le site doit être poursuivie afin de réduire les prélèvements d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Entretien des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« ARTICLE 7.2.3 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a un contrat avec Socotec pour effectuer le contrôle des installations électriques une fois par an. Il explique que le contrôle est effectué en binôme avec un employé de l'entreprise Brunet pour lever les non-conformités au fur et à mesure lorsque c'est possible. Le dernier contrôle a été réalisé du 23 au 25 février 2026, par la société Socotec. Le rapport de vérification et le compte-rendu Q18 ont été transmis à l'inspection. L'exploitant a transmis une attestation précisant que 5 non conformités sur 6 ont été levées. Celle restant à lever est l'absence de justification du réglage et des calibres des protections Haute Tension. Socotec demande que lui soit transmis l'étude complète du dimensionnement des installations Haute Tension. Dans le compte rendu de vérification périodique Q18, il est précisé que ces installations n'ont pas pu être contrôlées. L'exploitant explique qu'un contrat de maintenance est en cours de signature avec des prestataires pour réaliser le contrôle et la maintenance. Une maintenance ponctuelle des postes haute Tension a néanmoins été effectuée en mai 2025 par le prestataire Brunet (facture transmise) : elle comprend l'entretien du poste de livraison, et l'entretien des postes broyeur, cisaille, et Titech.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite au rapport électrique du contrôle effectué en février 2026, l'exploitant doit mener les actions correctives pour lever les non-conformités restantes : il doit procéder à un contrôle total des installations électriques et transmettre les justificatifs de levée des non conformités à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : <i>« ARTICLE 7.5.2 ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : L'exploitant fait contrôler les moyens de lutte contre l'incendie par le prestataire "Scutum incendie". Les factures datées de février 2026, ainsi que les rapports de contrôles effectués début 2026, portant sur les équipements RIA, extincteurs, désenfumage, et le poteau incendie privé, ont été transmis à l'inspection. Le rapport de contrôle des extincteurs daté du 29 janvier 2026 indique que plusieurs extincteurs nécessitent d'être remplacés et que 2 nécessitent d'être ajoutés. Le devis correspondant a été transmis. Le rapport de contrôle des RIA indique également que 4 nécessitent d'être remplacés, et que 2 autres nécessitent un remplacement de certaines pièces. Un engagement de l'entreprise Billon pour le remplacement des 4 RIA a été transmis. Les rapports de vérification du poteau incendie et des systèmes de désenfumage ne mentionnent pas de non conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les justificatifs lorsque les actions correctives pour répondre aux observations mentionnées dans les rapports auront été apportées : notamment le remplacement des extincteurs et des RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <i>« Article 5. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE</i>

<p>Les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : « L'exploitant dispose à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques et en nombre suffisant judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) couvrant l'ensemble des installations de la plateforme ; • de deux réserves d'eau destinées à lutter contre un incendie, l'une localisée au nord-est du site, de capacité minimale 400 m³, et l'autre à proximité du bâtiment de stockage des métaux non ferreux, de capacité minimale 200 m³. La réserve de 400 m³ dispose d'au moins 2 dispositifs d'aspiration devant garantir chacun un débit de 60 m³/h sous 1 bar en toutes circonstances. À son installation elle fait l'objet d'une réception par le SDIS. Des contrôles annuels d'intégrité sont réalisés sur les réserves souples. L'accessibilité de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est assurée en permanence. »
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que de nombreux extincteurs et RIA ont été installés sur le site, et particulièrement à proximité des installations de traitement de déchets.</p> <p>Les deux réserves d'eau souples en cas d'incendie de 200 m³ et 400 m³ sont accessibles et paraissent remplies à leur pleine capacité.</p> <p>L'exploitant a transmis le Plan d'Intervention Incendie qui permet notamment de localiser les principaux équipements du site, les zones à risques, ainsi que les moyens de défense incendie (les réserves d'eau, les bassins de confinement et les vannes d'isolement, les RIA, les zones de désenfumage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection des milieux récepteurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2020, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Article 9 — PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS</p> <p>Les dispositions de l'article 7.5.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au premier bassin tampon, comportant à sa sortie une vanne de sectionnement, d'un volume de 1 700 m³, étanche aux produits collectés. La vidange de ces eaux suivra les principes imposés par l'article 4.3.8 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de la vanne de sectionnement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de la vanne de sectionnement doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. »</p>

Constats :

Les deux bassins de rétention de 1 700 m³ et 1 100 m³ ont pu être visualisés par l'inspection. Leur capacité utile est préservée. A proximité des vannes d'isolement sont affichées des consignes expliquant comment les manœuvrer.

L'exploitant précise que les vannes sont contrôlées mensuellement en interne, et notamment la semaine précédant la visite d'inspection à l'occasion d'un exercice incendie organisé avec le SDIS (scénario d'un incendie d'une zone de stockage de déchets métalliques).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux superficielles

Prescription contrôlée :**« ARTICLE 4. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES**

Les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

• *L'exploitant est tenu de respecter, au point de rejet des eaux résiduaires (eaux de pluies de ruissellement provenant des voiries et des surfaces réservées aux chantiers) défini au paragraphe 4.3.4 du présent arrêté, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :*

Paramètre	Valeurs limites de concentration
PCB	0,3 µg/l
MES	60 mg/l (35 mg/l si le rejet dépasse 15 kg/j)
COT	60 mg/l
DBO ₅	100 mg/l
N global	30 mg/l
P total	10 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Phénols	0,3 mg/l
Fer	5 mg/l
Aluminium	5 mg/l
Cadmium	0,05 mg/l
Nickel	0,5 mg/l
Plomb	0,3 mg/l
Chrome	0,15 mg/l
Cuivre	0,5 mg/l
Zinc	2 mg/l
Arsenic et ses composés	0,05 mg/l
Métaux totaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn)	15 mg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	100 µg/l, si le rejet dépasse 5 g/
Cyanures libres	0,2 mg/l

Les eaux résiduaires sont collectées par un réseau spécifique et transitent à minima

- par un premier bassin tampon d'un volume utile de 1 700 m³;
- par un second bassin tampon d'un volume utile de 1 100 m³ ;
- par une station de traitement des eaux de type physico-chimique ;
- par un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel.

Les dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée au moins une fois par an. »

Constats :

L'exploitant transmet les rapports des prélèvements des eaux superficielles mensuellement sous GIDAF.

Les prélèvements sont effectués par IANESCO, et les paramètres sont conformes en 2025 et début 2026 (seul un léger dépassement du pH en août 2025).

L'exploitant précise que la dernière analyse a été réalisée le 17 mars 2026 et qu'elle va bientôt être versée sur le logiciel GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence de la surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de la surveillance des eaux superficielles

Prescription contrôlée :

« ARTICLE 6. FRÉQUENCES ET MODALITÉS DE L'AUTOSURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS

Les dispositions de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

paramètres	auto surveillance assurée par l'exploitant	
	type de suivi	périodicité de la mesure
eaux pluviales de ruissellement après bassin de décantation (cf, repérage du rejet sous 4.3.4)		
paramètres visés à l'article 4.3.8	ponctuel	annuelle (mensuelle ⁽¹⁾) pour les paramètres MES, COT, hydrocarbures totaux, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, plomb, nickel, zinc)

(1) : En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

»

Constats :

Les fréquences prescrites des analyses des paramètres des eaux pluviales sont respectées : les rapports d'analyses sont transmis sous GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Emissions aqueuses des substances per ou polyfluoroalkylées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions aqueuses des substances per ou polyfluoroalkylées

Prescription contrôlée :

« I : [...] Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

II : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Délais pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté (selon la rubrique concernée) :

- 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 : 3 mois ;

- 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 : 6 mois ;

- 2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560 : 9 mois. »

Constats :

La campagne d'analyses des substances per et polyfluoroalkylées a été réalisée de novembre 2023 à janvier 2024.

Certains résultats de mesures dans les rejets aqueux sont supérieurs à la limite de quantification.

Suite à ces résultats, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'actions assorti d'un échéancier de réponse aux 3 points suivants :

1. Recherche les raisons de la présence de PFAS ou de fluor organique dans les rejets ;

2. Actions pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS ;

3. Vérification de l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuite de la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mise en place d'une surveillance des milieux.

Une des pistes à investiguer est la réalisation des analyses sur les eaux d'alimentation afin de déterminer la contribution réelle de l'établissement aux rejets de PFAS enregistrés au niveau des émissaires de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les éléments sur les actions qu'il a pu mettre en place, ou qu'il prévoit de mettre en place suite aux dépassements des limites de quantification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Substances radioactives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Substances radioactives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« ARTICLE 4. ÉQUIPEMENT FIXE DE DÉTECTION DE MATIÈRES RADIOACTIVES Les dispositions de l'article 7.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2012 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : L'établissement est équipé de deux détecteurs fixes de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées.</p> <p>Le seuil de détection de ces dispositifs est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Les dispositifs de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants sont étalonnés au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur les dispositifs de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux détecteurs fixes de substances radioactives sont installés : un en entrée et un en sortie du site.</p> <p>Le rapport du contrôle des détecteurs a été transmis à l'inspection. Il a été réalisé par le prestataire Berthlod le 28 juillet 2025, et mentionne un mode de fonctionnement normal du système.</p> <p>Le prochain contrôle est prévu le 28 juillet 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2023, article 7.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« ARTICLE 7. NIVEAUX SONORES Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai ne dépassant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Des mesures acoustiques ont été effectuées le 20 novembre 2025 par le prestataire "Etudes conseil environnement".</p> <p>Le rapport a été transmis à l'inspection. 4 points de mesures ont été effectués sur le site. Un point sur les quatre présente un dépassement limité de 1 dB (par rapport à la valeur limite de 70dB).</p>

<p>Ce point de mesure est situé à proximité de la ligne de tri dans la zone TITECH (tri par induction). Il est également précisé dans le rapport que lors de la mesure, cette installation traitait un produit test qui n'est pas un produit classique (mélange d'inox à des produits minéraux).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Surveillance des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2012, article 9.2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Article 9.2.2.1 Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets <i>Les résultats de surveillance de la production de déchets sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.</i></p> <p><i>L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur. Pour une production annuelle de déchets dangereux supérieure à 10 t l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration sur le site Internet dédié : GERP à l'adresse suivante : https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerpi »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare les déchets entrants et sortants sur le site sous GERP une fois par an. Il indique également faire des Certificats d'acceptation préalables pour les déchets dangereux entrants et sortants : il en a transmis un exemple. L'exploitant utilise également le logiciel "AS 400 logiciel" qui lui permet de suivre au quotidien les stocks par types de déchets présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Inventaire des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III / ANN 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« III. Inventaire <i>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</i></p> <p>[...]</p> <p>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;

d) *La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité. »*

Constats :

L'inventaire sur les effluents gazeux n'a pas été transmis à l'inspection. Cependant, l'ensemble des paramètres qui sont soumis à analyse dans l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 le sont bien, aux fréquences prescrites (cf point de contrôle suivant sur les rejets atmosphériques).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejets atmosphériques : paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III / ANN 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques : paramètres

Prescription contrôlée :

«

III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
	PCB de type dioxine (1)	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1)	/	annuelle
	PCDD/F (1)	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	CFC	10 mg/Nm ³	semestrielle
	COVT	15 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique	COVT (1)	30 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.			

«

Constats :

L'exploitant a transmis les deux rapports des analyses réalisées par l'APAVE le 4 mars 2025, et les 24 et 25 juillet 2025.

Les fréquences des mesures des paramètres ont bien été respectées : deux fois par an pour les poussières, les COVT, et annuellement pour les autres, excepté deux fois par an pour les métaux

<p>au lieu d'une fois. L'exploitant précise que les retardateurs de flamme bromés sont analysés via le paramètre "PBDE".</p> <p>Dans les deux rapports, il est indiqué que certains des paramètres ne sont pas accrédités notamment en raison d'une trappe de broyeur non normalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit étudier les solutions techniques possibles pour que tous les paramètres des rejets atmosphériques soient accrédités.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Détection et surveillance.</p> <p><i>Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.</i></p> <p><i>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</i></p> <p><i>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</i></p> <p><i>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an. »</i></p>
<p>Constats :</p>

Le site est équipé de 13 caméras thermiques et de 2 dômes thermiques. Elles ont été installées en 2025 et sont mentionnées dans le Plan de Défense Incendie (PDI). L'exploitant a fait une démonstration du fonctionnement d'une caméra-dôme.

L'exploitant indique qu'en cas de détection de départ de feu par une caméra, une alarme se déclenche, elle est également transmise sur les téléphones des agents.

L'exploitant a transmis la facture du contrat de télésurveillance annuel signé avec "Derichebourg Technologies".

Il a également transmis les factures d'achat et d'installation des caméras.

Il précise qu'étant donné qu'elles ont été installées récemment en 2025, il n'y a pas encore eu de maintenance préventive réalisée par un prestataire extérieur. Des contrôles des caméras sont néanmoins réalisés en interne pour vérifier leur bon fonctionnement avec une source chaude, mais ces vérifications ne sont pas tracées.

L'exploitant précise que l'armoire électrique de la cisaille est équipée d'un système d'extinction automatique par inertage au gaz : il a transmis le compte rendu de maintenance préventive fait par le prestataire "DEF" en date du 22 octobre 2025, qui indique que les réservoirs d'extinction automatique à gaz sont vides. Il a transmis le rapport d'intervention daté du 25 novembre 2025 qui indique que le remplissage des réservoirs et à la remise en route de l'extinction ont été effectués.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un registre des contrôles internes qu'il effectue sur les caméras thermiques, et le transmettre à l'inspection.

En outre, considérant que les factures d'installation sont datées de 2024 et janvier 2025, il revient à l'exploitant de procéder à la vérification périodique telle qu'imposée par l'arrêté du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Rondes de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Rondes de détection incendie

Prescription contrôlée :

« Rondes.

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et

traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant confirme que des rondes sont organisées sur l'ensemble des zones au moins deux heures après le dernier arrivage de déchets avant la fermeture du site. Il a transmis un registre sur lequel l'agent signe lorsqu'il a effectué la ronde (généralement entre 18h30 et 19h30).

L'exploitant précise également que les agents effectuent une formation avec le prestataire "Eurofeu" une fois par an.

Cependant, il n'a pas mis en place de consignes relatives à la mise en place des rondes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à la prescription indiquée ci-dessus, l'exploitant doit mettre en place une consigne concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Il devra transmettre une copie de la consigne à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois